

Service de prévention des risques et environnement
industriels
2 rue Juliette Dodu – CS 41009
Cedex 9
97743 Saint-denis

Saint-denis, le 23/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

COROI SAS

ZI n 1 - Rue Armagnac
BP 60077
97822 Le Port

Références : SPREI/USRA/0007100001/CL/2025-1785
Code AIOT : 0007100001

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/11/2025 dans l'établissement COROI SAS implanté ZI n°1 - Rue Armagnac BP 60077 97420 Le Port. L'inspection a été annoncée le 27/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COROI SAS
- ZI n°1 - Rue Armagnac BP 60077 97420 Le Port
- Code AIOT : 0007100001
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société COROI SAS, racheté en 2025 par la SAS FILA (société martiniquaise), est autorisée, depuis 1989, à exploiter, sur le site localisé ZI n°1 Rue Armagnac, sur la commune du Port (97420), un dépôt de produits chimiques et phytosanitaires, ainsi qu'un dépôt de bouteilles de chlore liquéfié.

Ses activités sont actuellement encadrées par l'arrêté préfectoral du 5 juillet 2019. L'installation est classée sous le régime SEVESO « Seuil Bas ».

Le site dispose actuellement de trois magasins de stockage, d'une plateforme de stockage extérieure, d'un hangar de stockage, de locaux administratifs et sociaux, d'une zone de dépotage et d'une zone de stockage des déchets.

Les activités se déroulant sur ce site sont donc les suivantes :

- Réception des marchandises qui arrivent dans des containers maritimes ;
- Déchargement des marchandises et stockage dans les contenants d'origine, dans les zones et bâtiments dédiés ;
- Préparation des commandes, chargement des marchandises dans les camions et transport jusqu'au client.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Prélèvements envtx

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Mise à jour du POI	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100	Demande d'action corrective	2 mois
2	Réalisation d'exercice POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
3	Liste des substances recherchées et milieux associés	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Stratégie de prélèvement	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande d'action corrective	2 mois
5	Personnels compétents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande d'action corrective	2 mois
6	Liste des produits de décomposition	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9	Demande d'action corrective	2 mois

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a connaissance de ses obligations réglementaires quant à la réalisation des premiers prélèvements environnementaux en cas de sinistre important. Il a entamé les actions nécessaires et dispose déjà de la liste des substances prioritaires, qui mérite d'être affinée, ainsi que d'une ébauche des matériels nécessaires. Il lui reste toutefois à définir la stratégie de prélèvement dans son ensemble - substances, milieux, prélèvements conservatoires, matériels, organisation pour les prélèvements - et à la formaliser dans le plan d'opération interne.

L'inspection a noté qu'au jour de la visite l'exploitant n'avait pas trouvé d'organisme habilité vers lequel sous-traiter la partie organisationnelle et matérielle, et envisageait donc de mettre en place en interne les moyens nécessaires. Ce point, ainsi que l'inexistence de laboratoires suffisants pour des analyses rapides, font partie des difficultés auxquelles sont confrontées les entreprises réunionnaises sur ce thème des premiers prélèvements environnementaux en cas de sinistre.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise à jour du POI

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100
Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires
Prescription contrôlée : SSH : Code de l'environnement R. 515-100 « Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans. » SSB : Arrêté du 26/05/2014 Art. 5 « Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire. »
Constats : La dernière mise à jour du plan d'opération interne (POI) date du 09/02/2022. L'exploitant a présenté une version 2025, non finalisée, qui comprend notamment des éléments sur les premiers prélèvements environnementaux. La finalisation de la mise à jour du POI aurait déjà dû intervenir, l'article 8.8.6.2 de son arrêté préfectoral d'autorisation prévoyant en effet une mise jour bisannuelle, mais l'exploitant attend des retours de prestataires pour confirmer sa stratégie.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant met à jour son POI.

Il intègre notamment les éléments demandés par la réglementation relative aux premiers prélèvements environnementaux (liste des produits de décomposition, stratégie de prélèvements et milieux associés, organisation humaine et matérielle pour mener ces prélèvements, etc.).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Réalisation d'exercice POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires
Prescription contrôlée : SSH : Code de l'environnement R. 515-100 « Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans. » SSB : Arrêté du 26/05/2014 Art. 5 « Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire. »
Constats : L'exploitant a confirmé à l'inspection que le dernier exercice avait eu lieu le 09/09/2025 mais n'a pas été en mesure de présenter le compte rendu d'exercice. L'exploitant a par ailleurs décidé de passer d'une fréquence bisannuelle à annuelle.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection le compte rendu de l'exercice du 09/09/2025 ainsi que les documents liés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 3 : Liste des substances recherchées et milieux associés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI
Prescription contrôlée : « Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan

<p>d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : - les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; [...] » <p>Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a sous-traité auprès du bureau d'études Bureau Veritas le travail d'analyse permettant de recenser les substances à rechercher en cas d'incendie.</p> <p>L'inspecteur a reçu le document d'analyse en séance et n'a donc pu en faire une lecture approfondie. Il note cependant que l'analyse a été faite selon les guides méthodologiques professionnels reconnus par le ministère chargé des installations classées. L'inspection a relevé un point nécessitant l'attention de l'exploitant : selon l'analyse réalisée, l'incendie du stock de javel (contenant du chlore) ne conduirait pas à la production de dioxines alors que le sel oui ; interrogé, l'exploitant n'a pas été en mesure d'expliquer cette différence.</p> <p>L'inspection note également que certains produits, pour lesquels il manque des données, sont considérés à titre préventif comme émetteur de toutes les substances dangereuses possibles. Cette approche a le mérite d'être conservatoire mais risque, en cas d'accident, de diluer les recherches réellement importantes à effectuer.</p> <p>Enfin, l'inspection note que les milieux dans lesquels effectuer les premiers prélèvements n'ont pas été définis, pas plus que la définition des prélèvements conservatoires à effectuer en vue de la gestion de la phase post-accidentelle.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant affine la liste des produits de décomposition et s'assure auprès du prestataire de la cohérence des données.</p> <p>Il définit par ailleurs les milieux dans lesquels effectuer les prélèvements ainsi que les prélèvements conservatoires devant être menés au vu de son environnement. Il s'appuie sur l'avis du 01/12/2022, émis par la DGPR, relatif à la mise en œuvre des premiers prélèvements environnementaux en situation accidentelle impliquant des installations classées pour la protection de l'environnement.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 4 : Stratégie de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI
Prescription contrôlée :

Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :

[...]

- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;

- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.

L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux.[...]

Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.

Constats :

Comme vu au précédent constat, l'exploitant n'a pas encore défini les milieux dans lesquels faire les premiers prélèvements environnementaux.

Pour autant, il a commencé à élaborer sa stratégie pour le milieu "air" en se renseignant auprès de prestataires externes sur le matériel nécessaire et les conditions de mise à disposition. Le jour de la présente visite de contrôle, aucun organisme agréé pour les prélèvements n'était en mesure de proposer une prestation de sous-traitance.

L'exploitant pense donc former son personnel pour les premiers prélèvements, puisqu'il dispose déjà d'un système d'astreinte, ainsi que de garder auprès de lui le matériel nécessaire pour réaliser les prélèvements.

Il a ainsi défini la nécessité de disposer d'un analyseur continu multi gaz pour déterminer la présence des principaux gaz toxiques. En effet, l'exploitant a bien identifié l'absence, sur le territoire réunionnais, de laboratoire suffisamment équipé pour permettre une analyse rapide des composés issus d'un incendie long, et a donc conclu à la nécessité de disposer de matériel permettant d'apporter une première réponse sur la toxicité des fumées et de qualifier au mieux la signature chimique de l'évènement. L'inspection rappelle que d'autres solutions existent, comme les tubes "Draeger" pour l'analyse rapide de certains composés.

L'exploitant a également analysé la possibilité de disposer de canister, mais ce moyen pose une problématique de maintenance.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant confirme dans son POI la stratégie retenue pour effectuer les premiers prélèvements environnementaux : équipements et protocole de prélèvement par substance et milieux.

Surtout, il convient de vérifier l'adéquation entre substance recherchée, milieu, et matériels de prélèvements (dont certains doivent être utilisés pour définir la toxicité et la signature chimique des fumées le plus vite possible).

Les conditions de maintenance de l'équipement retenu font également l'objet d'une convention.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Personnels compétents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : [...] - les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher. <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées;</p> <p>Annexe V - i) [...] Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.</p>
<p>Constats :</p> <p>Comme vu au constat précédent, l'exploitant n'a pas encore défini sa stratégie de prélèvements et n'a pas encore les matériels nécessaires. Il en va de même pour le personnel. Une des pistes étudiées porte sur la formation de personnels en interne (3 personnes) qui seraient d'astreinte. Cette solution résulte de l'absence, au jour du présent contrôle, d'organisme habilité proposant une solution de sous-traitance (avec astreinte).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant définit les moyens humains nécessaires et le formalise dans son POI.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Liste des produits de décomposition

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9

Thème(s) : Actions nationales 2025, Produits de décomposition

Prescription contrôlée :

La liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, visée au c du 2 du I de l'annexe III est adressée au préfet lors de l'élaboration, de la révision ou de la mise à jour d'une étude de dangers, et lorsque cette étude est soumise au réexamen visé à l'article R. 515-98, au plus tard le 30 juin 2025. Le plan d'opération interne est mis à jour dans le même délai.

Constats :

L'étude des dangers de l'établissement COROI n'a pas été mise à jour pour intégrer la liste des produits de décomposition.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant détermine, au vu de la liste des produits de décomposition, si un incendie est susceptible de conduire à un phénomène dangereux de type toxique ; le cas échéant, ce dernier doit être étudié pour en déterminer la fréquence et la gravité, conformément à la méthodologie de la circulaire du 10/05/2010, et l'exploitant met à jour son étude des dangers avec ces éléments.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois
